

Zeitschrift:	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	23 (1999)
Artikel:	Du bon usage de l'instrumentalisation
Autor:	Walter, François
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1077983

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Du bon usage de l'instrumentalisation

François Walter

Même bien décidé à ne pas se laisser piéger par la logique commémorative, l'historien de ce pays, de quelque obédience qu'il fût, ne pouvait totalement éviter de sacrifier aux rites de la prise de parole publique. La pression était d'autant plus forte que toutes les manifestations de l'année 98 ont été, qu'elles le veuillent ou non, que la problématique soit explicite ou le plus souvent implicite, comme immergées dans le vaste débat médiatique sur les fonds dormants et la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale. Jamais dans une année de réflexion sur les processus historiques de formation de l'identité nationale, les rapports entre histoire et mémoire n'auront été aussi houleux. A la limite, la réflexion proprement historique a pâti de la confusion entre les deux. C'est la question d'une participante à un débat public qui m'a éclairé sur la difficulté. Cette personne demandait comment les historiens géraient l'oubli. Question embarrassante pour ceux qui font métier de sauvegarder la mémoire. Mais à y regarder de plus près, il convient de faire la part des choses. L'oubli est nécessaire; il est la condition de la mémoire; il permet de survivre et d'échapper aussi bien au passé qu'à l'obsession de la mort. Si l'historien n'a pas à contrer ce mouvement, il convient par contre qu'il lutte contre l'ignorance, ce qui est très différent. Pour qu'on apprenne à vivre avec le passé, il faut commencer par le connaître. A mon sens, l'exigence de connaissance vient avant tout autre demande sociale. Etait-il dès lors possible de rester en dehors, surtout quand on se trouve quotidiennement confronté professionnellement au déficit de culture historique de nos contemporains?

Un risque à courir

Les hasards du calendrier ont certes multiplié les occasions de se battre contre l'ignorance, sur le front des événements suisses comme sur celui des commémorations européennes. De ce point de vue, l'année 99 se présente dans une conjoncture plus calme. D'emblée, laissez ricaner ceux qui redoutent le risque d'instrumentalisation. Faut-il se culpabiliser d'avoir été instrumentalisé en cédant aux rites des grandes liturgies commémoratives? Bien sûr que non car l'historien ne peut totalement échapper au risque de récupération de son savoir à des fins politiques. L'essentiel est surtout de faire bon usage de l'instrumentalisation. Nous nous devons de réagir aux sollicitations du présent. Quoi de plus normal que d'essayer de répondre

aux questions que pose la mémoire trop fugace de nos contemporains? Comme le disait Marc Bloch, nous avons charge d'âmes, ce à quoi Paul Ricoeur a renchérit en rappelant combien nous sommes «les débiteurs insolubles du passé». Dans notre manière de traiter les commandes que génèrent les anniversaires historiques, tout est question de nuances et de mesure. Avant de sombrer dans les dérives de l'historiographie totalitaire, il y a moyen d'assumer le risque d'instrumentalisation sans perdre son âme.

Dans cette aventure, le gros problème est que la commémoration a besoin de l'unanimité. Le choix de 1848 comme date pivot des célébrations nationales s'est imposé à la classe politique précisément par son caractère consensuel (ou en tout cas estimé tel lors du grand débat aux Chambre fédérales en 1995). A contrario, la date de 1798 a gêné les députés justement parce qu'il lui manque selon les termes de l'un d'entre eux «les ingrédients d'un ciment national». Ici, l'historien dérange par son obsession de l'interprétation plurielle et nuancée. Pour celui qui par métier décrypte les connivences, l'unanimité nationale est avant tout une convention sociale patiemment construite par les sociétés et sans cesse à refaire. Au fond, un objet d'histoire comme les autres.

L'historien et les médias

Le journalisme et l'histoire sont deux métiers très différents et leur confusion grandissante dommageable. Certes, le passé appartient à tout le monde et nul ne saurait empêcher quiconque de se prétendre historien. L'historien, quand il intervient dans les médias, le fait avec ses compétences propres. L'un des habitus de notre métier est de mettre de l'ordre dans la complexité du passé sans pour autant réduire cette complexité. Ainsi, nous savons donner son épaisseur à l'événement en le situant dans de multiples temporalités. Partant, ceux qui jouent le jeu de l'interview pour la presse écrite comme pour la radio ou la télévision se sont souvent trouvés floués. Les conditions d'énonciation du message sont d'une tout autre nature et les historiens ne sont guère parés pour aborder la logique de la formule cursive et de la phrase percutante. Souvent d'ailleurs, le journalisme confond la recherche historique avec la quête du scoop comme si un document unique sorti des archives allait dévoiler la vérité toute nue alors que nous pensons séries, recoupements, pluralités des sources et contextualisation. Les historiens restent heureusement réfractaires à la pratique de plus en plus envahissante des «ready-made statements», le prêt-à-penser historique. Dans cette logique, la remarque du rédacteur d'un hebdomadaire sollicitant un article sur 1848 me paraît symptomatique: «Pouvez-vous faire quelque chose d'un peu sexy?» me demandait-il. J'ai préféré décliner.

L'année 98 aura du moins permis de nous conforter dans l'idée que les relations nécessaires avec la presse sont une affaire de professionnels et qu'une formation dans ce sens est probablement souhaitable. De même qu'on ne s'improvise pas enseignant, la médiation de l'information par voie de presse ou de radio implique un apprentissage.

Mais la presse ne prise guère les intellectuels. En Suisse, généralement, l'intellectuel n'a pas d'audience. On s'en méfie. C'est probablement une situation qui amplifie le danger d'une forme pernicieuse d'instrumentalisation, celle qui provient du succès médiatique. La reconnaissance par les médias est devenue aujourd'hui une composante de la légitimation scientifique. Reste que les historiens sont bien en deçà de ce «magistère» que François Mitterand souhaitait leur voir exercer.

La conséquence de la mise à l'écart des historiens professionnels a été la publication des poncifs habituels sur 1798 et 1848, voire la diffusion d'absurdités historiques. Par exemple, l'idée que la Suisse était en 1848 «le tiers-monde de l'Europe»! Un article émanant d'une agence d'information d'organisations humanitaires a été repris tour à tour par la plupart des journaux romands entre le 16 janvier 1998 (parution dans *La Liberté*) et le 25 mai 1998 (reprise dans *Le Temps*). L'essentiel de l'argumentation se résume en quelques lignes: «Dans la première moitié du XIX^e siècle, les cantons, régulièrement affamés (sic) recevaient des dons d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Angleterre» et bénéficiaient même de «l'aide russe». Cet article a fait des ravages, j'ai pu le constater fortuitement, en particulier chez les élèves des écoles primaires; ses thèses auront laissé des traces dans les esprits beaucoup plus que les discussions savantes des colloques historiques superbement ignorés des médias. Or, le rapprochement entre la Suisse du XIX^e siècle et le Tiers Monde actuel n'a aucun fondement. Totalement anachronique, ce raccourci néglige allègrement le contexte, ignore la réalité des conditions économiques et sociales dans l'Europe du temps et induit faussement d'un fait réel (les dons de l'étranger) une analogie avec le présent. Si les misères du temps (en particulier les catastrophes naturelles) entraînent la mobilisation des réseaux de solidarité à travers l'Europe, c'est parce que les communautés suisses de l'étranger répondent massivement à l'appel de leurs concitoyens. Lors d'inondations en Valais, il est courant qu'on recueille plus d'argent auprès des Suisses de Russie ou d'Argentine que dans certaines régions du pays sans liens particuliers avec la vallée du Rhône. Dans le cas de l'article incriminé, introduire ce message aurait court-circuité à l'évidence le choc émotionnel sur lequel reposait l'argument du journaliste.

La responsabilité sociale de l'historien

Les anniversaires ont été le prétexte à une intense activité rédactionnelle. C'est peut-être là notre manière d'instrumentaliser les éditeurs. La qualité des publications est évidemment très variable. Parmi les meilleures choses, j'ai apprécié en Suisse romande l'ouvrage collectif paru sous le titre *De l'Ours à la Cocarde. Régime bernois et révolution en pays de Vaud (1536–1798)* et au Tessin le livre accompagnant l'exposition *Ticino 1798–1998. Dai baliaggi italiani alla Repubblica cantonale*.

D'autres projets n'ont pas su se démarquer du péché originel de l'historiographie en Suisse qu'est le provincialisme le plus décourageant qui soit. Les nombreux colloques n'ont souvent guère rompu avec le nombrilisme habituel, pour le plus grand bonheur des érudits locaux mais au grand dam de ceux qui pensent que l'histoire de la Suisse ne peut progresser qu'à condition d'être confrontée aux grands espaces du comparatisme national et européen. De ce point de vue, le colloque organisé au mois de mai par la chaire d'histoire moderne de l'Université de Fribourg (prof. M. Turchetti) restera exemplaire par la confrontation de l'exemple suisse avec les situations vécues en 1798 par les autres régions d'Europe annexées par la France.

Plus inquiétante encore que le provincialisme, parce qu'en progression, la méconnaissance réciproque des historiens à l'intérieur de la Suisse. Les Alémaniques ne lisent plus les collègues romands et les Suisses francophones ne font guère d'effort pour intégrer l'immense production des historiens alémaniques. Ce phénomène dommageable pour la compréhension confédérale s'est accompagné d'une abstention effarante des historiens romands face aux entreprises d'envergure nationale. Enfermées dans leurs chapelles locales et cantonales, les Suisses romands ont très peu participé aux nombreux projets coordonnés par la Société générale suisse d'histoire. Peu réductible à un schéma simple d'explication, cette abstention mérite qu'on y porte dans les mois à venir une sérieuse attention. En effet, le manque de communication à l'intérieur de la communauté des historiens est préoccupant dans un contexte où l'historien est de plus en plus sollicité. On ne cesse de nous demander de tirer les leçons du passé et d'éclairer le présent.

Pourtant, la relation nouvelle que doit tisser l'historien avec l'espace public implique un certain nombre de précautions. D'abord parce que l'image de l'historien dans le grand public est sans doute à corriger. Comme l'écrit François Bédarida dans la première livraison 1998 de la *Revue historique*, nous ne déterrons pas des cartons d'archives comme on déterre des pommes de terre pour fournir des faits tout faits. Croire à la responsabilité sociale de l'historien, c'est avant tout réaffirmer nos exigences de vérité. Elles passent par un patient travail d'élaboration de l'objet si l'on veut assumer

cette fonction de «passeur» à la recherche du sens, qui, comme l'écrit encore Bédarida, «procède à l'inscription du passé dans le présent, établissant ainsi un pont vers l'avenir» (p. 23). Ce n'est pas le document qui fait l'histoire mais la problématique mise en œuvre. Les historiens-experts que l'on exhibe volontiers aujourd'hui s'exposent à leur corps défendant à être entendus comme des policiers et des procureurs. L'expertise banalisée est aujourd'hui l'un des risques les plus pernicieux de détournement de la profession d'historien.

Si la société fait de plus en plus appel aux historiens, elle refuse aussi de les entendre quand ils parlent clair. Comment faire saisir aux Vaudois que le 24 janvier 1798 n'est pas la date de l'indépendance mais que la proclamation d'indépendance est effective seulement le 10 février, paradoxalement au lendemain de l'acceptation de la Constitution helvétique? De telles ambiguïtés familiaires aux chercheurs ne sauraient entraver la marche du patriotisme local sinon au risque de faire passer les historiens pour de dangereux contestataires. De même laisser entendre que 1648 n'a pas été vécu par les contemporains de l'événement comme une rupture avec l'Empire revient à interférer avec la lecture que le sens commun retient de l'événement. Pourquoi pas alors jouer le jeu de l'instrumentalisation? Plus que de l'érudition ennuyeuse, le public attend des éléments de réponse aux questions qui se posent aujourd'hui. Ainsi, avec l'enjeu que représente pour la Suisse l'intégration à l'Europe, il convient de relire 1648, 1798 et 1848 en attirant l'attention sur les interprétations divergentes, aussi bien dans le sens du repli que dans celui de l'ouverture, que proposent diverses générations d'historiens d'une part et divers groupes engagés socialement dans la Cité d'autre part. Mais attention, un passé peut toujours en cacher un autre. Par les éclairages successifs et contrastés qu'il propose, l'historien dérange les attentes politiciennes. S'il interpelle, il n'a pas ensuite à endosser les responsabilités politiques du jugement. Par ailleurs, quels que soient nos efforts, la mémoire demeurera le plus souvent intractable. Nous avons lancé nos fusées et nos pétards en 1998. Une fois la fumée dissipée, gageons que la classe politique tout comme le citoyen moyen continueront à percevoir 1798 et la République helvétique comme une malheureuse parenthèse. Que faire alors sinon construire à notre tour cette mémoire qui s'obstine en passionnant objet d'histoire.

1848 – auch eine Geschlechterordnung

Elisabeth Joris

Zentrale Intention meiner Aktivitäten als Historikerin in diesem Jubiläumsjahr war, die geschlechtsspezifischen Implikationen der neuen politischen Ordnung von 1848 ebenso sichtbar zu machen wie deren liberal-demokratische und fortschrittsorientierte Facetten. Die spezifischen Geschlechterverhältnisse zeigen sich auf verschiedenen Ebenen:

1. auf der rechtlichen Ebene mit dem Ausschluss der Frauen von der Staatsbürgerschaft und ihrer Diskriminierung im Privatrecht.
2. auf der symbolischen Ebene in der Deutung des Staates als eines Zusammenschlusses freier und wehrhafter Männer und der damit zusammenhängenden Selbstdarstellung in Bild und Wort.
3. auf der Ebene des Lebensvollzugs der involvierten Akteure, ermöglichte doch nur die faktische Ungleichheit und kaum thematisierte geschlechts-hierarchische Arbeitsteilung ihr ungehindertes politisches Engagement. Dieses basiert auf den von Frauen weitgehend unsichtbaren und unentgeltlichen Leistungen im Hintergrund.
4. auf der strukturellen Ebene im Sinne der geschlechtsspezifischen Trennung von Öffentlichkeit und Privatheit als konstitutivem Element dieses Staates. Für dessen Analyse erweist sich daher der Einbezug der Kategorie Geschlecht als unabdingbar.

Es war mir aber ebenso sehr ein Anliegen, die Paradoxien der Demokratie (Agnes Heller) anhand des Ausschlusses der Frauen in deren spezifisch schweizerischen Ausformung bewusst zu machen. Die Vorstellung des Staates als eines Zusammenschlusses von Gleichen geht vom Bild der Homogenität des Volkes aus. Der Wille des Volkes ist jedoch der Wille der Mehrheit der Zugelassenen, und diese Mehrheit bestimmt auch die Kriterien der Zugehörigkeit zum Volk. So wurde schon in den Verfassungsdebatten der Regeneration im Kanton Zürich «zart erörtert, ob die Frauen auch zum Volk gehören». Es war die als fortschrittlich erachtete direktdemokratische Mitbestimmung, diese Selbstinszenierung der Schweizer Männer als souveränes Volk, welche die Fortschreibung der Diskriminierung im Sinne des Ausschlusses eines Teils der Bevölkerung seit 1848 bis in die Gegenwart immer wieder ermöglichte. Nicht nur die Frauen, sondern auch die sogenannten «Heimatlosen» und die jüdische Bevölkerung sowie die hier ansässigen Personen ohne Schweizerpass waren oder sind bis heute von diesem demokratisch legitimierten Ausschluss betroffen.

Mit den beiden Schwerpunkten Geschlechterverhältnisse und Ausschluss erhoffte ich mir eine gegenwarts- und zukunftsbezogene Diskussion über eben diesen Staat und diese Gesellschaft. Während der Einbezug der Frauen auf der Ebene des Staates Teil des öffentlichen Diskurses ist, so wird deren weitgehendes Fehlen an den Schalthebeln der Wirtschaft wenig bis gar nicht reflektiert. Auf der symbolischen Ebene zeigte sich dies 1998 in der Selbst-inszenierung von Cabiallavetta und Ospel als erfolgreiche Sieger nach der Fusion der Schweizerischen Bankgesellschaft und des Schweizerischen Bankvereins zur UBS. Die Sprache war dabei ebenso aussagekräftig wie der Auftritt selbst. Mit der klaren Erwartung eines unbeschränkten Einsatzes im Dienste des Unternehmens wird die alltägliche Grundlage dieses Einsatzes, die geschlechtshierarchische Arbeitsteilung, unreflektiert als selbstverständlich vorausgesetzt. Die sich dem Wettbewerb und den Gesetzen des Marktes entziehende unentgeltliche und unsichtbare Hintergrundarbeit von Frauen im Sinne von Haus-, Erziehungs- und Beziehungsarbeit ist weiterhin konstitutives Element dieser Gesellschaftsordnung. Trotz formaler Gleichheit wird damit real Ungleichheit fortgeschrieben. Ebensowenig thematisiert werden aber in den laufenden Asyldebatten die Paradoxien der Demokratie, werden doch Diskriminierungen und die Verletzung von Menschenrechten mit dem Volkswillen demokratisch legitimiert. Es mangelt meines Erachtens an grundsätzlichen Diskussionen zum Verhältnis von Liberalismus und Demokratie sowie vom Recht des einzelnen und der Macht des Volkes als einer Macht der Mehrheit.

Ergebnisse

Für mich und viele beteiligte Historikerinnen und Historiker brachten die oft äusserst anregenden Auseinandersetzungen um die Geschichte des Bundesstaates neue Impulse und – Nebeneffekt aller geschichtsträchtigen Jubiläen – Aufträge. Zwar war in den engeren Zirkeln der historischen Wissenschaft das Demokratiedefizit bezogen auf die Frauen nur Randthema, doch gegen aussen gelang es den Historikerinnen durch eine medienwirksame Öffentlichkeits- und Vermittlungsarbeit, die Frauen als historische Subjekte sichtbar zu machen. Eine solche Breitenwirkung wurde bis anhin mit frauengeschichtlichen Themen noch nie erreicht. Doch in den öffentlichen Diskussionen um die Rolle der Schweiz, ob zu Zeit der Bundesstaatsgründung oder im 2. Weltkrieg, waren Historikerinnen wenig präsent und auch kaum gefragt. Damit behält die Geschichte der Frauen weiterhin den Status eines Sonderthemas, die anvisierte Berücksichtigung der Kategorie Geschlecht in allen Bereichen der Geschichte bleibt weitgehend Wunsch. «Geschlecht als Methode», der vielversprechende Titel

des Historikerinnenkongresses 1998, wurde weder breiter rezipiert noch umgesetzt.

Eine grosse Wirkung erzielte die Auseinandersetzung mit der Schweizer Geschichte nicht aufgrund des Jubiläums, sondern als Folge des Druckes von aussen. Die Diskussionen um den Bundesstaat und den Sonderstatus der Schweiz erhielten eine Dimension von grosser Aktualität. Die Geschichtswissenschaft ihrerseits gewann damit an gesellschaftspolitischer Relevanz.

Doch trotz des grossen Legitimationsgewinnes wird die Geschichtswissenschaft der ideologisch motivierten Verdrehung verdächtigt. Der schmerzhafte Abschied vom lange gehegten Eigenbild «Sonderfall Schweiz» wird ihr vielfach als Verlust angekreidet statt als Verdienst angerechnet. Auf dem Hintergrund der langjährigen Beurteilung der kritischen Geschichtsschreibung als staatsfeindlich ist dies nicht weiter erstaunlich. Zu denken geben sollte jedoch in diesem Jahr der Hinterfragung der Geschichte das geringe Gewicht, das Historikerinnen und Historikern in den öffentlichen Debatten um diesen Staat zukommt. Im Gegensatz zu den Schriftstellern und Literaturprofessoren wie Adolf Muschg und Peter von Matt werden diese mit Ausnahme von Hans-Ulrich Jost und Jakob Tanner auch 1998 nicht als Intellektuelle wahrgenommen. Es ist wohl nicht zufällig, dass Peter von Matt mit einer vielbeachteten Rede sowohl in Aarau die Jubiläumsfeierlichkeiten eröffnete als auch in Stans der Niederlage der Nidwaldner von 1798 gedachte – und nicht eine Historikerin oder ein Historiker.

Erstaunlich ist aus der Sicht der Historikerin und politisch interessierten Zeitgenossen aber auch die geringe Beachtung des Jubiläums durch den Freisinn, ist doch 1848 das Symbol seines Triumphes. Nicht der Bundesstaat, sondern eher die Kantonsgründungen von 1798 wurden als bedeutende Ereignisse gefeiert, aber weniger deren inhaltlichen und politischen Implikationen als ihres identitätsstiftenden Charakters wegen. So erzielte das anfänglich verschmähte Jahr 1798 schliesslich eine grössere Breitenwirkung als das Jahr 1848.